

# **Réunion de la Commission de Suivi de Site**

## **Ambès Sud**

---

**COMPTE RENDU DE LA REUNION**

**à Ambès (33)**

**jeudi 5 novembre 2015 – 14h00**

## **Liste des participants**

### Collège « Administrations publiques »

**Monique ALLAUX :** DREAL UT33  
**Annick de MENORVAL :** DREAL UT33  
**Marina GALLIEKI :** DIRECCTE Aquitaine UT33

### Collège « Collectivités territoriales »

**Jean-Pierre MAZZON :** Mairie d'Ambès  
**Nicolas DES :** Mairie d'Ambès  
**Philippe GIRARD :** Mairie de Saint-Louis-de-Montferrand  
**Pierrette DUPART :** Mairie de Lormont

### Collège « Exploitants »

**Patrick MOATTI :** SPBA/DPA  
**Jean-Marc ZABALETA :** SPBA  
**Christophe ROUGER:** EPG  
**Frédéric MEYER :** EPG  
**Hervé SENERGOUS :** Vermilion REP SAS  
**Jérôme COUJATY :** Vermilion REP SAS  
**Philippe MICHIELS :** Yara Ambès  
**M.B. TOURNAUD :** Yara Ambès

### Collège « Riverains »

**Philippe VICQ :** Association « Vivre avec le Fleuve »  
**Christian VIGNAUD-SAUNIER :** Association Claire Aubarède  
**Daniel BAS :** ADSH-HG  
**Anne DERRIEN :** Association Gaïa  
**Damien POTIER :** Association Gaïa  
**Christian BOYRIES :** Association Gaïa  
**Jean-Philippe BOURRON :** Association Protection Environnement Médoc Estuaire  
**Michel GIRON :** Association Protection Environnement Médoc Estuaire

### Collège « Salariés »

**Sébastien REMIGIS :** Vermilion REP SAS – CHSCT  
**Frédéric LAFUENTE :** Yara Ambès – CHSCT

### « Personnalités qualifiées »

**Nicolas CONTE :** SDIS 33 – Capitaine

## **Ordre du jour**

- Bilan de l'activité et présentation des nouveaux projets des exploitants
- Bilan des inspections réalisées par la DREAL

## **Documents associés**

Annexe 1 : Présentation Yara  
Annexe 2 : Présentation SPBA  
Annexe 3 : Présentation EPG  
Annexe 4 : Présentation Vermilion  
Annexe 5 : Bilan des inspections DREAL

## **14h05 – Début de la réunion**

### **Introduction**

#### **M. MAZZON**

Ouvre la réunion.

*Les membres de la CSS procèdent à un tour de table de présentation.*

### **Bilan de l'activité par les exploitants**

#### **Yara**

##### **M. MICHIELS, Yara**

Présente les données de production et d'expéditions sur la période écoulée. En 2014, Yara a produit 441 000 tonnes d'acide nitrique et 545 000 tonnes de nitrate d'ammonium. En 2015, la production sera moindre en raison des trois semaines d'arrêt technique que l'usine a connues. Les expéditions de produits solides sont effectuées aux trois quarts en *big bags*

L'usine bénéficie des certifications ISO 9001, ISO 14001 et OHSAS 18001. Elle s'est lancée dans la qualification énergie ISO 50001, qui sera effective en fin d'année. Par ailleurs, le service d'inspection interne a été reconnu par la DREAL en 2005. L'Entreprise s'est également engagée dans une démarche de sécurité comportementale, et elle a obtenu en conséquence les prix sécurité du Groupe en 2007 et 2012.

L'ammoniac étant livré par bateaux, ces manutentions sont soumises au règlement ISPS. En outre, l'Entreprise demande aux intervenants extérieurs d'être formés aux référentiels sécurité N1 et N2, tandis que leur entreprise doit être certifiée selon le référentiel MASE.

Un exercice PPI a été organisé dans l'année, et la coordination avec le SDIS a fait l'objet d'améliorations de coordination entre postes de commandement. En outre, un travail de révision des plaquettes d'information sur les risques technologiques est en cours.

Le PPRT a été approuvé en juillet 2015. L'usine travaille également avec la DREAL sur la gestion préventive du risque inondation. Pour autant, les marées centennales survenues récemment n'ont pas donné lieu à une montée notable des eaux.

Par ailleurs, plus de vingt audits ont été réalisés. Ils permettent une amélioration de la maîtrise des procédures et de l'évaluation des situations.

En termes d'incidents, le 15 mars 2014, une fuite de NH<sub>3</sub> a été constatée dans un clapet anti-retour. L'équipe est intervenue en 9 minutes, et l'incident a rapidement été circonscrit. Des rideaux d'eau ont ensuite été mis en place.

Le clapet faisait l'objet d'un problème de conception. La corrosion due au produit a en effet fragilisé la pièce de fixation. De nouveaux clapets dotés de boulons en inox ont été installés. Les phénomènes de givrage ont également été traités. L'incident a fait l'objet d'un partage d'expérience, et une communication a été adressée à la DREAL et aux collectivités, bien que le POI n'ait pas été mis en œuvre.

Le 18 février 2015, une auto-combustion d'un tube en titane est survenue lors du découpage d'un échangeur du parc à fer. Le POI a été activé à 14 heures 05, et le SDIS est arrivé sur place 3 minutes plus tard. L'alerte a été levée à 15 heures 15. Aucune émission significative dans l'air ou dans l'eau n'a été constatée.

Afin de finir la découpe en évitant les surchauffes, un dispositif de découpe avec jet d'eau a été utilisé. Par ailleurs, en matière de prévenance des interlocuteurs, un système de SMS permettant de contacter rapidement un grand nombre de destinataires sera prochainement mis en place.

Les mesures HSE ont porté sur la réduction du bruit. Le nouveau stock NH<sub>3</sub> permettra de réduire le niveau sonore.

En matière de sûreté, aucun événement n'a été constaté. Pour le transport de matières dangereuses, les engins utilisés et les identités des chauffeurs seront vérifiés par anticipation.

Concernant les projets, une nouvelle ligne d'ensachage a été mise en place en février 2014. L'arrêt technique de 2015 a de son côté permis une inspection de toutes les machines tournantes et un certain nombre de remplacements. L'automate de sécurité a bénéficié d'améliorations, et le poste électrique a été rénové. Toutes les séquences de sécurité ont été testées. La détection de fuites sera réalisée par fibre optique. Enfin, des pompes seront construites en matériaux innovants.

La construction d'un nouveau réservoir sera commandée en novembre 2015 pour se substituer à l'ancien. Les travaux se dérouleront jusqu'à 2018. La pérennité de l'exploitation du site sera ainsi assurée. Des défauts avaient été trouvés dans les tôles internes du réservoir existant. Néanmoins, ces problèmes ne remettent pas en cause la sécurité.

Enfin, la voie ferrée qui dessert la presqu'île a fait l'objet d'un confortement en 2015. Elle bénéficiera d'une réfection complète en 2016.

**M. BAS, ADSH-HG**

Demande si l'auto-combustion du titane est survenue sous atmosphère neutre.

**M. MICHIELS, Yara**

Précise que la découpe était assurée sous atmosphère d'air.

**M. BAS, ADSH-HG**

Signale qu'en matière de bruit, la Haute-Gironde souffre de davantage de nuisances que la presqu'île.

**M. MICHIELS, Yara**

Confirme que des mesures ont été réalisées côté Macau. Des réponses seront apportées à cette problématique.

**M. BAS, ADSH-HG**

S'enquiert des démarches de surveillance des microfissurations du stock.

**M. MICHIELS, Yara**

Explique que des vérifications périodiques sont assurées. L'inhibition est garantie par la définition d'une teneur en eau du produit. Le service inspection réalise également des contrôles dans les zones les plus critiques. Aucun développement du phénomène n'a été détecté.

**M. BOURRON, Association Protection Environnement Médoc Estuaire**

Souligne que les moteurs de bateaux sont maintenus allumés en permanence, ce qui pourrait être évité si les quais étaient équipés de systèmes électriques permettant d'alimenter les navires.

**M. MICHIELS, Yara**

Convient de s'informer auprès des personnes en charge de l'armement au sein de Yara.

**M. VICQ, Association Vivre avec le Fleuve**

S'inquiète de l'état de la voie alimentant le Bec d'Ambès.

**M. MICHIELS, Yara**

Affirme que la responsabilité de l'Entreprise se résume au choix des matériels roulants et au remplissage des wagons. La voie appartient à SNCF Réseaux, qui ne semble pas avoir décelé d'élément de nature à remettre en cause l'exploitation. Cette voie fait déjà l'objet de limitations de vitesse, et les ballasts, traverses et rails seront remplacés de manière à permettre une charge D et une vitesse de 50 kilomètres/heure.

**M. VIGNAUD-SAUNIER, Association Claire Aubarède**

Souhaite savoir quelle était la pression constatée à l'occasion de la rupture du clapet, et combien de représentants du SDIS se sont déplacés.

**M. MICHIELS, Yara**

Explique que la rupture du clapet a été prise en charge avec des moyens internes. En revanche, l'incendie a abouti à un appel au SDIS.

**Capitaine CONTE, SDIS 33**

Ajoute que les premiers véhicules sont arrivés d'Ambès. La réponse a été en premier lieu assurée par des volontaires. La présence de professionnels en caserne n'est en effet décidée que si le taux de sollicitations le justifie.

**M. VIGNAUD-SAUNIER, Association Claire Aubarède**

Souligne que la rapidité d'intervention est déterminante pour les incidents touchant des usines Seveso.

**Capitaine CONTE, SDIS 33**

Confirme que quatre personnes ont participé à la première réponse. Dans cette situation, un véhicule de renfort part systématiquement d'une caserne à proximité.

**M. MICHIELS, Yara**

Ajoute que le personnel de l'usine est formé à la première intervention. Pour sa part, le SDIS doit dans un premier temps procéder à une évaluation. Les moyens locaux contribuent ainsi à rendre la réponse plus pertinente, notamment en matière de mobilisation des moyens.

**Capitaine CONTE, SDIS 33**

Convient que les effectifs du site d'Ambès ne sont pas pléthoriques. Néanmoins, la couverture est mutualisée avec les sites de Bassens et Benauges.

**M. MICHIELS, Yara**

Rappelle que l'intervention des équipiers internes a précédé d'une heure celle du SDIS.

**M. VIGNAUD-SAUNIER, Association Claire Aubarède**

Reste sceptique quant à la réalité d'une arrivée des pompiers en trois minutes.

**Mme de MENORVAL, DREAL**

Souligne que l'expérience a montré que l'intervention de l'exploitant était satisfaisante. Le SDIS aurait rapidement pu prendre le relais si les équipes de Yara avaient été débordées. La DREAL n'émet donc aucune observation quant à un éventuel manque de personnel.

**M. VIGNAUD-SAUNIER, Association Claire Aubarède**

Affirme que cet incident met en évidence l'importance de la qualité de l'entraînement des salariés.

**M. BAS, ADSH-HG**

Demande si l'oxycoupage avait été sous-traité.

**M. MICHIELS, Yara**

Le confirme. Un plan de prévention avait été rédigé.

**M. BAS, ADSH-HG**

S'enquiert de l'homologation des intervenants concernant le travail sur titane.

**M. MICHIELS, Yara**

Affirme qu'il n'est pas en mesure de répondre à cette question. De son côté, le mode opératoire était censé limiter la charge thermique. Depuis lors, la technique de découpe a été changée. Elle est plus chère, mais elle permet de garantir la sécurité.

## **Société Pétrolière du Bec d'Ambès**

**M. ZABALETA, SPBA**

Présente le site. Le volume global de produits traité en 2014 s'est élevé à 2,2 millions de mètres cubes.

En 2014, des actions de réduction des risques ont porté sur la sécurisation des appontements et des tuyauteries, le contrôle décennal des réservoirs et le renforcement de la défense contre l'incendie. Cette dernière initiative sera poursuivie en 2015. Sont également prévus la réhabilitation du réseau électrique, l'entretien des réservoirs, la poursuite de la mise en place de moyens fixes de défense contre l'incendie et la concentration des systèmes de conduite.

Aucun incident majeur n'a été déploré sur le site, mais deux accidents du travail ont été constatés.

**M. VIGNAUD-SAUNIER, Association Claire Aubarède**

Demande si la méthode qui s'était soldée par l'éventrement d'un bac sera de nouveau appliquée pour le contrôle décennal. En outre, la zone entre la clôture et la voie ferrée est censée rester propre. Or, la jalle est de nouveau devenue impénétrable.

**M. ZABALETA, SPBA**

Explique que DPA n'a jamais utilisé la technique qui avait abouti à l'incident évoqué, notamment en matière de relevage. Concernant le débroussaillage, les abords de l'usine seront vérifiés.

**M. VIGNAUD-SAUNIER, Association Claire Aubarède**

Rappelle qu'un engagement avait été pris en matière de nettoyage par l'ancien Directeur.

**M. ZABALETA, SPBA**

Signale que l'espace extérieur n'appartient pas à la Société.

**M. VIGNAUD-SAUNIER, Association Claire Aubarède**

Souligne que l'entretien à l'intérieur de la clôture laisse également à désirer.

**M. MOATTI, SPBA**

Ajoute qu'il n'est pas de la responsabilité de SPBA d'intervenir sur une parcelle appartenant à un tiers.

**M. BAS, ADSH-HG**

Rappelle que l'ancienne Direction avait annoncé qu'elle obtiendrait les autorisations nécessaires.

**M. MOATTI, SPBA**

Vérifiera si ces engagements ont été pris.

**M. VIGNAUD-SAUNIER, Association Claire Aubarède**

Signale qu'à l'occasion de l'incident survenu au niveau du passage à niveau, SPBA était intervenue.

**M. MOATTI, SPBA**

Explique que la présence de tuyauteries implique des servitudes. L'intervention a porté sur la zone qui en faisait l'objet. Celle-ci fait l'objet d'un entretien conforme à la réglementation.

**M. BAS, ADSH-HG**

Regrette le changement de discours de la société.

**M. VICQ, Association Vivre avec le Fleuve**

S'enquiert des méthodes de transfert des produits.

**M. ZABALETA, SPBA**

Indique que les postes de déchargement ont été démantelés. Pour l'activité principale, le transport est assuré par canalisation enterrée.

**Entrepôt Pétrolier de la Gironde****M. ROUGER, EPG**

Affirme que le dépôt stocke des carburants automobiles. 129 navires ont été déchargés en 2014, pour 1,95 million de mètres cubes. La moyenne de camions expédiant les produits a atteint 210 par jour.

En termes de mesures de réduction des risques pour 2014-2015, un nouveau bac de stockage de 27 600 m<sup>3</sup> a été installé. Les retours d'expérience et les événements internes font l'objet d'un suivi. Trois audits ont été menés par la DREAL, et un autre par l'assureur. Des audits internes interviennent en outre régulièrement dans le cadre des certifications ISO 9001 et ISO 14001. L'entreprise a également adhéré à la démarche MASE.

Par ailleurs, l'étude incendie a été revue. L'étude de danger, le POI et la cartographie des zones ATEX ont été mis à jour en 2015. Le plan de maintenance des installations est également suivi.

Une vingtaine de stages ont été dispensés au personnel dans les domaines de la santé, de la sûreté et de l'environnement. A l'issue de ces formations, dix exercices ont été organisés selon différents scénarios.

En matière de travaux, les merlons de sous-cuvette ont été rehaussés, et un bac a fait l'objet d'une maintenance décennale et d'un contrôle métallurgique. En 2015, un quatrième groupe motopompe incendie a été installé. Trois bacs feront l'objet d'inspections quinquennales. Les transmetteurs de niveau seront changés et un nouveau local de surveillance sera créé à l'apponnement 501.

Depuis la dernière réunion de la CSS, aucune plainte n'a été reçue et aucun accident du travail n'est survenu.

En 2015-2016, un nouveau bâtiment administratif sera construit. Il sera plus éloigné des cercles de danger, et il sera conforme aux exigences de surpression liées à l'activité. Un local de confinement y sera créé afin d'accueillir l'ensemble du personnel et des chauffeurs.

En parallèle, une remise à niveau de l'automatisme du dépôt sera réalisée. Une coupée de terre sera également installée à l'apponnement 501. Enfin, un système de détection de feu de bac sera mis en place.

**M. VIGNAUD-SAUNIER, Association Claire Aubarède**

S'étonne que le risque inondation soit pris en compte pour les travaux.

**M. ROUGER, EPG**

Le confirme. Le permis de construire est établi au regard de cotes d'inondation potentielles. Le bâtiment est donc surélevé.

**M. VIGNAUD-SAUNIER, Association Claire Aubarède**

Demande à quelle hauteur l'Entreprise est assurée.

**M. ROUGER, EPG**

Indique qu'en matière de sinistre, elle est couverte en perte d'exploitation et pour le renouvellement des équipements. Pour ce qui est de l'environnement, les garanties financières mises en œuvre correspondent à des événements majorants, selon des règles définies par arrêté ministériel. La couverture atteint ainsi 2,7 millions d'euros. Les actionnaires de l'Entreprise sont Carrefour et Leclerc.

**M. VIGNAUD-SAUNIER, Association Claire Aubarède**

Estime qu'en cas d'accident majeur, personne ne pourrait apporter de compensation.

**M. ROUGER, EPG**

Déclare que l'Entreprise met tout en œuvre pour préserver son outil industriel.

**M. VIGNAUD-SAUNIER, Association Claire Aubarède**

S'enquiert des frais engagés suite à l'événement du bac SPBA.

**M. SENERGOUS, Vermilion**

Indique que Vermilion a déboursé 50 millions de dollars.

**M. ROUGER, EPG**

Considère que cette somme inclut la perte de produits.

Pour leur part, les garanties financières sont établies de manière à permettre d'assurer la mise en sécurité et les premières actions d'urgence, et à prévenir les aggravations. En cas de sinistre, les assurances entrent en jeu, notamment en termes de responsabilité environnementale.

**M. VICQ, Association Vivre avec le Fleuve**

Souligne que les dépôts de carburant constituent les premières cibles en cas de conflit. Or, le terrorisme est d'actualité.

**M. BOURRON, Association Protection Environnement Médoc Estuaire**

Ajoute que 220 camions circulent chaque jour.

**M. ROUGER, EPG**

Affirme qu'EPG a mis en place un système de contrôle de camions et de chauffeurs similaire à celui de Yara. Ces derniers sont identifiés par empreintes digitales.

La sûreté fait partie des mesures demandées aux sites Seveso. Les événements récents ont amené l'Entreprise à renforcer sa vigilance en matière de malveillance. De plus, une organisation a été définie par les administrations de tutelle pour les industriels.

**M. VICQ, Association Vivre avec le Fleuve**

Demande si un système de surveillance anti-drones a été mis en place.

**M. ROUGER, EPG**

Estime que la réponse à cette menace ne peut pas être totale.

**Mme ALLAUX, DREAL**

Ajoute que suite aux événements de juin 2015, les pouvoirs publics se sont mobilisés. Une instruction a été émise le 30 juillet. Des inspections ont été menées en conséquence, mais



leurs conclusions font l'objet d'une diffusion restreinte. En outre, les rapports n'ont pas encore été rédigés en totalité. Un bilan de l'évaluation des sites et des inspections menées conjointement avec les services de police sera communiqué aux ministères concernés.

Les prescriptions ICPE sont minimales en matière de clôture et de contrôle d'accès, mais les industriels sont pour certains dotés d'équipements dépassant les contraintes réglementaires. De plus, les dispositifs prévus pour parer aux accidents, tels que détecteurs ou moyens incendie, fonctionneront en cas de malveillance. Cependant, les études de danger ne prennent pas en compte ce risque actuellement. Dans les dépôts pétroliers, les actes de malveillance pourraient aboutir à des accidents de l'ampleur de celui connu par SPBA en 2007. Les conséquences concerneraient en premier lieu les salariés du site et l'environnement.

## **Vermilion**

### **M. SENERGOUS, Vermilion**

Explique que le dépôt d'Ambès reçoit le pétrole brut depuis les forages aquitains par *pipeline*. Il a été profondément modernisé suite à la séparation avec SPBA. Le stockage atteint 13 500 m<sup>3</sup>, répartis en 4 bacs. L'expédition est réalisée *via* une canalisation de transport et par navire.

Les investissements ont concerné la maintenance des bacs 1502 et 1504, la création d'un local DCI et d'une sous-station électrique dotée d'une protection anti-inondation. Un système de vidéosurveillance a été installé. Une détection de gaz et des regards coupe-feu ont également été posés. Enfin, les tuyauteries ont fait l'objet de modernisations.

Ces travaux seront terminés en 2015. Seront également réalisés une campagne de peinture, une modernisation de l'automatisme et de l'instrumentation de l'appointement, la pose d'un système de détection de H<sub>2</sub>S à l'appointement, la réfection des routes et l'inspection quinquennale d'un bac à eau. Le *pipeline* entre les appointements 511 et 512 fera l'objet d'un inertage. Les mesures de maîtrise des risques instrumentées ont pour leur part été réalisées.

Aucun incident n'est survenu depuis la dernière réunion de la CSS. Une nuisance olfactive a cependant été constatée en mars 2014.

Concernant le POI, des exercices ont été organisés à sept reprises sur la période. L'INERIS a mené un audit du SGS ICPE. La DREAL a également réalisé trois inspections. Aucune non-conformité n'a été détectée.

## ***Bilan des inspections réalisées par la DREAL***

### **EPG**

#### **Mme ALLAUX, DREAL**

L'inspection du 30 avril 2014 a donné lieu à la constatation de deux écarts. Sept demandes ont également donné lieu à des actions. Un écart a été observé et huit demandes ont été émises à l'occasion de l'inspection du 16 octobre 2014. Ces dernières sont toutes soldées. Les rapports de l'inspection du 27 octobre concernant l'appointement 511 et de l'inspection de sûreté sont en cours de rédaction.

### **Vermilion**

Lors de l'inspection du 11 avril 2014, un écart a été constaté et huit demandes ont été adressées à l'exploitant. Tous ces problèmes ont été soldés. L'inspection du système de gestion de la sécurité du 18 novembre 2014 a donné lieu à sept demandes. Pour sa part, le rapport relatif à l'inspection du 12 octobre est en cours de rédaction.

### **SPBA**

Deux écarts ont été relevés à l'occasion de l'inspection du 2 octobre 2014. Cinq demandes ont en outre été adressées à l'exploitant. Un écart a également été constaté lors de l'inspection du 3 décembre 2014. Il a été soldé depuis lors. Dix demandes ont également été suivies d'actions correctrices, notamment en matière de révision de procédures. Celles-ci seront validées à l'occasion d'une future visite.

L'inspection du 20 mai 2015 était axée sur les risques chroniques. Parmi les six écarts, des problèmes récurrents de conformité des installations électriques ont été observés. Ils ont donné lieu à un arrêté de mise en demeure de la Préfecture. L'action correctrice est en cours. Le contrôle de l'étanchéité des égouts est pour sa part prévu pour 2016. Les autres écarts sont soldés. Dix demandes ont également été formulées. La liste des mesures de maîtrise des risques est en cours d'établissement, et le dossier concernant les COV est rédigé actuellement.

## **Yara**

### **Mme de MENORVAL, DREAL**

Revient sur l'inspection du 18 avril 2014, au cours de laquelle sept demandes ont été émises. L'adéquation de la cinétique reste à finaliser concernant les capteurs. Le 13 novembre 2014, une inspection mixte sécurité-environnement a été réalisée. Onze demandes ont été émises. Le niveau de confinement du poste de commande est toujours en cours d'évaluation. Les autres actions ont été réalisées.

Pour leur part, les réponses aux neuf demandes adressées à l'exploitant à l'occasion de l'inspection du 20 mai 2015 ont été reçues ce jour. Le programme d'action relatif aux débordements de la cuve de nitrate de l'atelier a de son côté déjà été présenté.

Le 13 octobre 2015, une inspection sûreté a également été réalisée.

### **Mme ALLAUX, DREAL**

Rappelle que le PPRT a été approuvé le 5 juillet. Il pourra être mis en œuvre une fois le délai de recours écoulé.

### **M. MAZZON**

Affirme que la Mairie souhaite que les industriels établissent des rapports lui permettant d'informer la population.

### **Mme ALLAUX, DREAL**

Ajoute que les plaquettes d'information aux riverains sont en cours de validation par la Préfecture et les industriels.

Dans le cadre de Seveso 3, la mise en ligne de fiches informatives était prévue mais, suite aux événements de juin, la mise en ligne a été stoppée, dans l'attente d'une évaluation concernant la diffusion d'informations sensibles.

Les rapports préalables aux PPRT devront être expurgés de certains éléments.

L'information du public pourrait en outre être complétée grâce à des moyens plus modernes que les plaquettes.

## **Conclusion**

### **Mme ALLAUX, DREAL**

Indique que, grâce au renforcement de l'équipe de l'UT DREAL, les réunions de CSS pourront se tenir annuellement.

### **M. VIGNAUD-SAUNIER, Association Claire Aubarède**

Souhaite que les actions d'information bénéficient également aux enfants.

### **M. MAZZON**

Affirme que le S3PI a réalisé une présentation dans les écoles primaires.

**Mme ALLAUX, DREAL**

Signale que les enseignants des écoles d'Ambès sont sensibilisés, car le confinement des écoles a été testé lors de l'exercice PPI. La prévention s'adresse en effet en premier lieu aux adultes.

***16 heures 35 – Clôture de la réunion***



## Agenda / YARA

1. Activité site :
  - Production & Expéditions
  - Certifications et Habilitations
2. Sécurité industrielle / HSE
  - Gestion premières interventions & plan urgence
  - Incidents survenus
  - HSE
3. Sureté
4. Projets
  - Réalisation
  - Nouveaux projets



# 1. Activité site / Nos Produits



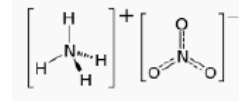
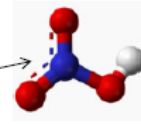
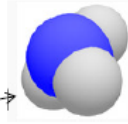
• Procédés de chimie de l'azote minéral

• Acide Nitrique :

- combustion NH3 en présence d'air et absorption du dioxyde d'azote à l'eau pour obtenir HNO3

• Nitrate d'Ammonium (Ammonitrate / AN 33,5%)

- Neutralisation Acide Nitrique par Ammoniac, cristallisation du Nitrate d'ammonium en suspension dans un flux d'air (Lit fluide)
  - Criblage, enrobage avant mise en stock puis conditionnement
- La teneur en Azote est limitée à 33,5% par ajout d'une charge minérale



Expéditions :

- A destination de l'industrie :
  - Ammoniac : livré par navire et expédié rail et route
  - Acide Nitrique : expédié par route
  - Nitrate d'Ammonium en solution (93%) : expédié par route
- A destination du monde agricole :
  - UAN (solution Urée et Nitrate Ammonium) : expédié par route
  - Ammonitrate (AN 33,5%) : expédié par rail et route



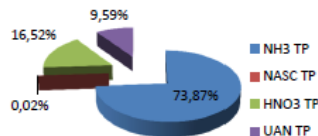
# 1. Activité site / Production & Expéditions



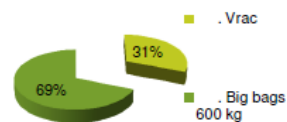
2014 :

Production

- Nitrique : 441 kT
- Nitrate : 545kT



AN 33,5 (542 kT)



• Expéditions :

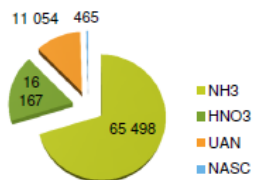
Livraisons liquide (142kT)

2015 :

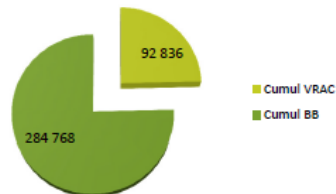
• Production à fin sept (incluant 3 semaines d'arrêt technique mars/avril) :

- Nitrique : 307kT Projection 2015 à 424kT
- Nitrate : 382kT Projection 2015 à 531kT

• Expéditions :



Expéditions liquides cumul YTD



Expéditions solides YTD 2015 - T



## 1. Activité site / Certifications & Habilitations



- ✓ ISO 9001 (Qualité) depuis 1995
- ✓ Système de management intégré depuis 2003 (ISO 9001 - 14001 (Env) - OHSAS 18001 (sécurité))
- ✓ **ISO 50001(Energie)** : proposition auditeurs suite audit octobre 2015
- ✓ Service inspection reconnu (SIR) par la DREAL depuis 2005 & **DT84 en 2014**
- ✓ Programme YARA BBS fondée sur le comportement sécurité depuis 2005
- ✓ Prix sécurité YARA en 2007 et 2012
- ✓ Habilitation du GPMB pour Gestion appontement 501 selon règlement ISPS
- ✓ Membre actif du MASE : système sécurité certifiant Entreprises Intervenant



5

## 2. Sécurité industrielle / plans urgence & prévention



- Gestion premières interventions & plans urgence
  - **POI** / Plan d'Opération Interne
    - document intégralement révisé en 2015 intégrant risque inondation
    - Exercices périodiques
  - **PPI** / Plan Particulier d'Intervention :
    - exercice en février 2015 sous l'égide Préfecture de Gironde
  - **Equipes d'intervention YARA** :
    - renforcement compétences par fonction et exercices périodiques selon scenarii EDD
  - **Coordination SDIS** :
    - Exercice de formation des pompiers du SDIS sur site
    - Coordination lors exercice PPI : renfort connaissance mutuelle
    - Renforcement relation pour amélioration coordination (Gestion alerte et PCex)
  - **S3PI** : Travail de révision des plaquettes d'information sur les risques technologiques de la presqu'île et de conception d'un site internet, support de communication
- Plans de prévention :
  - **PPRT** / Plan de prévention des risques technologiques : approuvé en Juillet 2015
  - **PPRI** / Plan de prévention risque Inondation : Site Pilote, prise en compte risque naturel pour protection et anticipation
- Vérification par audits, inspections & tierce expertise (YARA, SIR, SGS, ICPE, DGCCRF) : plus de 20 audits réalisés : renforcement maîtrise des procédures et amélioration évaluation des situations



6



## 2. Sécurité industrielle / incidents



### Fuite NH<sub>3</sub> / clapet AR, le 15 mars 2014 :

- Fuite d'ammoniac sur un clapet anti-retour sur une canalisation d'ammoniac gazeux connectée à une tuyauterie d'ammoniac liquide pendant une phase d'arrêt planifié des unités.

- Intervention personnel en poste **arrêt fuite en 9min**, Communication autorité, collectivités, médias

Cause fuite : corrosion boulonnerie, entraînant éjection d'un écrou et extraction d'un goujon du corps du clapet (corrosion et/ou profondeur d'implantation insuffisante), suivi par rupture fragile du chapeau en acier moulé du clapet.

#### AC/AP :

- Boulonnerie en Acier Carbone -> acier inoxydable pour assemblages sous glace
- Chapeaux et boulonnerie des clapets du même fournisseur remplacés par éléments en acier inoxydable
- Remplacement arrêté programmé 2015 clapets (corps et chapeaux) du même fournisseur en acier inoxydable
- Amélioration traçabilité concernant la vérification de la boulonnerie
- Mesure de pression sur la tuyauterie d'ammoniac liquide concernée par l'incident .
- Partage expérience (REX YARA- ARIA)



Clapet anti-retour avec bride cassée



7



## 2. Sécurité industrielle / incidents



### Feu découpage échangeur sur parc à fer, le 18 février 2015, 14h

- Auto combustion tubes en Titane du faisceau de l'échangeur lors travaux déconstruction sur parc à fer : phase de découpe de la calandre à l'oxycoupeur
- Alerte incendie et mise en œuvre POI à 14h05, arrivée SDIS à 14h08
- Fin alerte : levée confinement à 15h15 ; levée mobilisation YARA à 15h18
- Fin POI à 16h25 , départ SDIS à 17h30
- Emissions : pas d'impact selon contrôle air et eau
- Communication : Autorité, collectivités, industriels

#### Cause de l'incendie

- Surchauffe excessive des tubes en Titane ayant initié l'auto-combustion, au droit de l'oxycoupage de la calandre, une fenêtre était déjà ouverte au plus près du sol sur 1/3 périphérie.

#### AC/AP :

- Amélioration coordination avec SDIS (Pcex / Poste avancé)
- Amélioration support communication externe
- Changement mode opératoire avec découpe calandre par « jet d'eau » en présence de tubes Titane
- Partage expérience (REX YARA- ARIA)



## 2. HSE



- Environnement / Bruit :
  - campagne de mesure & identification impact activité usine
  - Définition des sources à traiter
  - Mise en œuvre d'ici à fin Q1 / 2016
  - Le nouveau stock NH3 contribuera à atténuer le bruit
  
- Environnement / Emissions :
  - Suivi permanent émissions Air et Eau
  - Soumis à déclaration et contrôles
  - Pas d'écart à réglementation

## 3. Sureté



### Sûreté portuaire (Réglementation ISPS)

- Aucun événement majeur n'a été constaté

### Sûreté usine

- Le plan gouvernemental Vigipirate est toujours renforcé.
- Il n'y a pas eu d'incident dans ce domaine.
- Inspections Gendarmerie et DREAL/ Gendarmerie en Sept & Oct 2015

### Transport de matières dangereuses

- Préalable à tous chargement : Identification & Traçabilité véhicules et chauffeurs
- Pas d'accident de transport de Matière Dangereuse impliquant la responsabilité de Yara Ambès.

### Sûreté transport matières dangereuses

- Il n'y a pas eu d'incident dans ce domaine.



## 4. Projets / Réalisations



- **Nouvelle ligne ensachage** BB 600kg de capacité 110T/h démarrée en Fevrier 2014



- **Arrêt technique 2015** (3 semaines)
  - Révision machines, remplacement & Inspection équipements
  - Améliorations procédé & changement automates de sécurité
  - Rénovation poste électrique
  - Test 29 MMRI & 21 séquences sécurité
  - Mise en œuvre nouvelles technologie : détection fuite NH<sub>3</sub> par fibre optique, nouveau matériau pompe



11

## 4. Projets / Nouveau stock NH<sub>3</sub>

- Invest. approuvé en Oct 2014. Commande en Nov 2015



- d'une enveloppe interne en acier aux caractéristiques mécaniques spécifiques,
- d'une enveloppe externe en béton,
- de pompes immergées,
- d'une unité de stripping des inertes (permettant le retrait de l'air/azote qui pourrait s'accumuler dans le bac),
- d'un groupe électrogène garantissant l'autonomie de gestion du stock en cas d'absence totale de courant,
- d'une injection d'alcali pour ajuster la teneur en eau de l'ammoniac,
- et d'une unité de mise à disposition d'azote à fin d'inertage

- Chantier clos et indépendant, coordination sécurité (PGC/PPSPS) & suivi (CCS)
- Début travaux : Mars 2016, durée 27 mois



## 4. Projets / SNCF réseau/ Voie Ferré Bassens – Bec Ambes

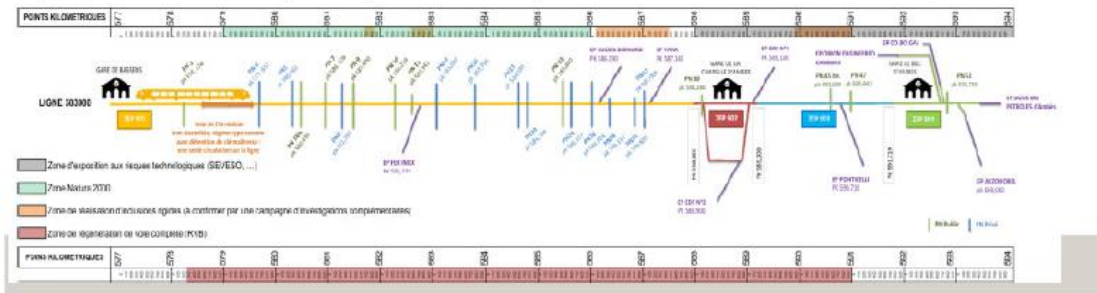
- Confortement partiel en Fev 2015 & contrôle Juin et Octobre 2015
- Remise en état VF sur interruption complète trafic en 2016

### Confortement 2015

Travaux de remise en état provisoire de la voie avant réalisation des travaux de modernisation

Consistance des travaux	Durée	Planning
Période 1 <ul style="list-style-type: none"> <li>• Investigations géotechniques (sondages)</li> </ul>	3 semaines	S3 à S5
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bourrage mécanique lourd et réglage sur un linéaire enveloppe de 7 350 ml, point à temps divers</li> </ul>	2 semaines	S6 à S7 (sous réserve du retour des consultations des entreprises extérieures)
Période 2 <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bourrage mécanique lourd</li> </ul>	1 semaine	Juin 2015

### Régénération 2016 (3500 pieux, arrêt exploitation VF / 5 mois de travaux)



## **Commission de suivi des sites (5 novembre 2015)**

---

---

1

# **Société Pétrolière du Bec d'Ambes**





# Situation Géographique : sur la commune d'AMBES



CLIC 02/04/2015

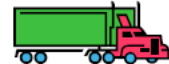
3

## Que fait SPBA?



Le site d'Ambes permet d'alimenter le site de DPA Bassens qui lui alimente le sud ouest de la France en carburants et combustibles :

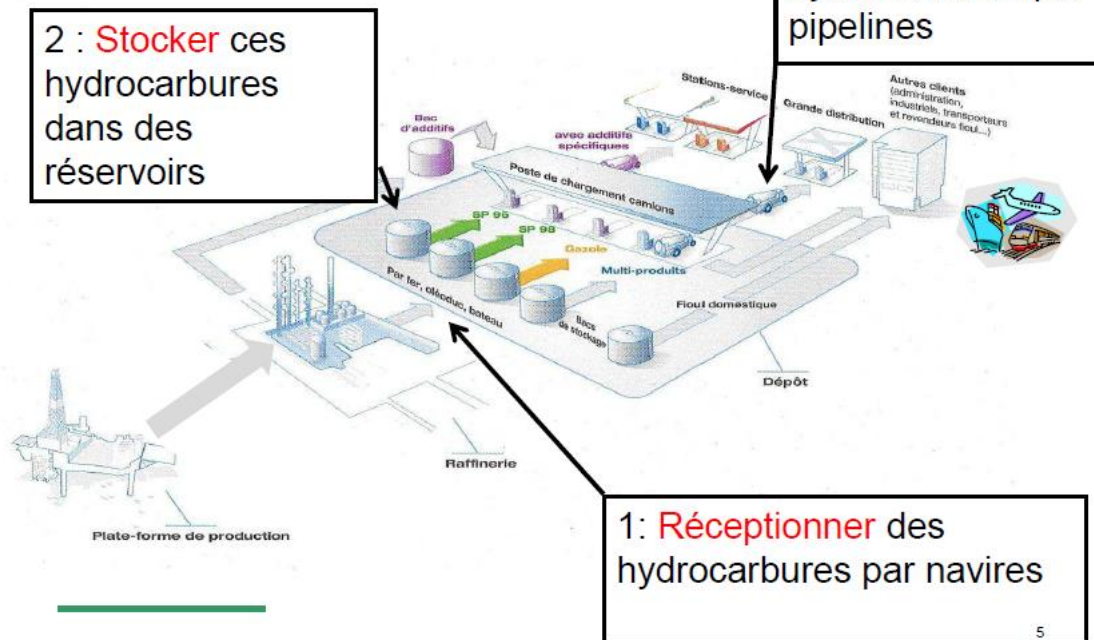
- Stations services,
- Aéroports, aérodromes...
- Ports...
- Particuliers (chaudières au fioul).



4

## La logistique pétrolière et DPA

SPBA



## Personnel et Organisation




SPBA

- Présence de personnel 24 h /24, 365 jours /an
- L'effectif global du site est de 11 personnes
- Le site de SPBA est opéré par la société DPA situé à Bassens

6

# Les produits et les risques



STOCKAGE (m3)	400 000	
Nb RÉSERVOIRS	31	
PRODUITS	ESSENCE GAZOLE FIOUL DOMESTIQUE CARBUREACTEUR (JET A1)	  

7

## ACTIVITE DE SPBA



En 2014: volume global transféré: 2 200 000 m3  
Soit une progression globale de 10% par rapport à 2013

Pour l'année 2015, les perspectives sont  
semblables à l'année 2014.

SPBA a pour objectif de pérenniser le trafic réalisé  
sur ce site

8

# PRINCIPALES ACTIONS 2014

## MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

Coût : 1.6 M€

- Sécurisation des appontements
- Campagne de contrôle des tuyauteries
- Contrôle décennal de 3 réservoirs de stockages.
- Renforcement de la défense contre l'incendie

9

## PRINCIPALES ACTIONS EN COURS ou PREVUES



- Poursuite de la mise en place de moyens fixes de la défense contre l'incendie
- Réhabilitation du réseau électrique
- Entretien des réservoirs
- Poursuite de l'instrumentation et de la concentration de nos systèmes de conduite

10

# INCIDENTS ACCIDENTS

---



## **Incidents:**

- Pas d'incident majeur

## **Accidents de travail en 2014 et 2015:**

- 2 accidents de travail avec arrêt: deux projections de peinture dans les yeux.





## Ordre du jour

Bilan d'activité et projets par les exploitants

Bilan des inspections et actions par la DREAL





## EPG

### Inspection SGS du 30 avril 2014

2 ECARTS :

Intégrer dans la procédure de gestion des modifications la rédaction d'un cahier des charges intégrant les exigences de sécurité.

#### Ecart soldé

Elaborer une stratégie en cas d'inondation intégrant les mesures organisationnelles à prendre en fonction du niveau de vigilance

Fiche réflexe réalisée – stratégie à développer dans l'EDD <sup>3</sup>



## EPG

### Inspection SGS du 30 avril 2014

7 demandes dont :

Réparation du clapet anti-retour sur exutoire des eaux pluviales: **soldé**

Protection de la canalisation à l'appontement 501 : **soldé**

Amélioration de la procédure gestion des modifications : **soldé**

4



## EPG

### Inspection SGS du 30 avril 2014

7 demandes dont :

Étude sur la détection incendie au niveau des bacs : **en cours**  
(réactualisation de l'EDD)

Étude sur rehausse ou protection du nouveau séparateur  
d'hydrocarbures : **rehausse impossible mais fermeture du**  
**séparateur en cas d'inondation**

Intégrer dans les consignes les actions appropriées en cas de  
vents violents : **fait dans le POI – à approfondir dans**  
**l'EDD**

5

## EPG

### Inspection DCI du 16 octobre 2014

1 Ecart : rappel sur la stratégie inondation

8 demandes dont :

vérification de la conformité des moyens (débits et pressions) :  
**soldé**

Vérifier l'orientation et la portée des canons : **soldé**

Transmettre sur support informatique les annexes du POI : **soldé**

Transmettre le contrôle de l'équilibrage du réseau incendie :  
**soldé**

6



EPG

Inspections du 27 octobre 2015 :

Appontement 511

sûreté (prescriptions ICPE) dépôt et appontements

Rapports en cours de rédaction



7



VERMILION

Inspection du 11 avril 2014

1 Ecart : absence d'un rapport définitif concernant l'inspection hors exploitation du bac  
1502 :soldé

8 demandes dont :

Mise en place de détecteurs gaz : soldé

Vérifier les plages de fonctionnement en température des capteurs : soldé

Réhausse de la résistance associée au transformateur : soldé (installations électriques  
protégées vis-à-vis d'un aléa exceptionnel)



8

## VERMILION

### Inspection du 11 avril 2014

8 demandes dont :

Vérification de l'étanchéité de la vanne de vidange de la cuvette du réservoir 1601 : **soldé**  
– **installation de vannes de sectionnement.**

Justification de la compatibilité des tuyauteries (dilatation) à la traversée des murets :  
**soldé**

Modifier le fonctionnement de la sécurité arrêtant les pompes de transfert en cas de débit nul : **soldé**

9

## VERMILION

### Inspection SGS du 18 novembre 2014

7 demandes dont :

Habilitation et formation des personnels intervenant sur les mesures de maîtrise des risques (MMR) : **module de formation créé et vérification des habilitations des entreprises extérieures**

Réactualisation de la liste des MMR et du programme de maintenance : **soldé**

Formaliser des tests validant l'efficacité et la cinétique des MMR faisant intervenir une action humaine : **prévu dans le cadre des exercices POI**

10



## VERMILION

### Inspection SGS du 18 novembre 2014

7 demandes dont :

Rédiger une procédure pour la délivrance des permis de travaux et des permis de feu :  
l'exploitant applique un manuel interne. Ce document a été synthétisé, affiché et  
référéncé dans le SGS

Rédiger une procédure pour la gestion des modifications et du retour d'expérience :  
manuel groupe complété par un système d'enregistrement

11



## VERMILION

### Inspections du 12 octobre 2015 : sûreté (prescriptions ICPE) dépôt et appontements SGS

Rapports en cours de rédaction

12



## SPBA appontement

### Inspection du 2 octobre 2014

2 écarts (réponses en cours d'analyse) :

Réaliser le récolement aux prescriptions et fournir un plan à jour de l'installation: **soldé**

Le rapport de vérification des installations électriques mentionne des défauts déjà signalés : **en cours**

5 demandes dont :

Réviser la procédure de connexion: **procédure révisée mais non fournie**

Adresser la liste des travaux en réponses aux observations figurant dans l'analyse du risque foudre **soldé**  
**sauf sous-station A**

13

## SPBA

### Inspection SGS du 3 décembre 2014

1 écart : dysfonctionnement des couronnes de refroidissement : **soldé**

10 demandes dont :

Habilitation et formation des personnels intervenant sur les mesures de maîtrise des risques (MMR) : **procédures révisées**

Intégrer dans les procédures une vérification des mesures de maîtrise des risques après intervention des entreprises extérieures : **procédures révisées**

14

## SPBA

### Inspection SGS du 3 décembre 2014

10 demandes dont :

Préciser et formaliser les modalités du compagnonnage et les critères pour la validation

des acquis : **procédures révisées**

Réaliser et formaliser des tests validant l'efficacité et la cinétique des MMR faisant

intervenir une action humaine : **procédures révisées**

Rédiger une procédure pour les opérations de remise en service des bacs : **procédures**

**révisées**

15



## SPBA

### Inspection SGS du 3 décembre 2014

10 demandes dont :

Transmettre un compte-rendu du déclenchement intempestif de l'alarme à l'appontement

512 le 29 novembre 2014: **soldé**

Réviser les procédures de réparation et de vérification des couronnes de

refroidissement : **soldé**

16





## SPBA

### Inspection du 20 mai 2015

6 écarts :

Conformité des installations électriques (APMD):**en cours**

Procédure de déchargement des navires à compléter : **documents modifiés à analyser**

Contrôle de l'étanchéité des égouts : **2016-à discuter**

Rétablir le fonctionnement de l'armoire de prélèvement des effluents: **soldé**

Stocker les fûts sur rétention (2 ou 3 fûts de 200l):**soldé**

Éliminer les stocks de produit biocide interdit:**soldé -FDS erronée**

17



## SPBA

### Inspection du 20 mai 2015

10 demandes dont :

Compléter la liste des mesures de maîtrise des risques : **en cours (révision EDD)**

Compléter le dossier concernant les émissions de COV et fournir des justificatifs permettant de vérifier que les émissions sont bien évaluées : **en cours**

Séparer les emballages souillés des déchets non dangereux:**soldé**

Expliquer les causes d'un dépassement en DCO et inclure la DBO dans les paramètres surveillés :**soldé**

18



## Capteurs d'ammoniac

7 demandes dont :

- Justifier la **fréquence des tests** semestriels des capteurs : **fait avec document fournisseur**
- Décrire le détail des **caractéristiques** techniques des capteurs : **fait**
- Justifier de l'**adéquation** caractéristiques / fonction de sécurité des capteurs : **fait, sauf cinétique à finaliser**
- **Respecter** précisément les **fréquences** de test des capteurs : **engagement**

19

## Yara Inspection du 13 nov 2014

11 demandes dont :

- Transmettre les **fiches** réflexes de gestion de la situation d'urgence « **inondation** » : **fait**
- Transmettre la **mise à jour du POI** : **fait**
- Évaluer le **niveau de confinement** du poste de commande et des salles de confinement : **en cours**
- Transmettre l'étude d'identification des principales sources de bruit du site et le plan de **réduction des émissions sonores** : **en cours de finalisation**

20

## Yara Inspection du 13 nov 2014

### SUITE

- Transmettre les actions menées, lors de l'arrêt usine de 2015, **suite à fuite** sur le clapet  
A/R : **fait**
- Envisager dans les fiches réflexes inondation de **décaler les prises de quart** afin que la circulation des employés se fasse aux heures de marée basse et de remplir complètement les cuves de **combustible** du groupe électrogène : **fait**
- Maintenir un bon **étiquetage des vannes manuelles** d'isolement : **fait**

21

## Yara Inspection du 20 mai 2015

9 demandes dont : (réponses prévues mi-novembre 2015)

- Préciser les **conditions** d'utilisation de la manche de **recondensation** d'une fuite d'ammoniac,
- Présenter un programme d'action pour **prévenir les débordements** de la cuve de **nitrate** dans l'atelier,
- Présenter les actions réalisées pour arrêter la petite fuite de condensat nitraté constatée en inspection,
- Finaliser la **protection des équipements existants** critiques du site, contre la montée des eaux

22

## Yara Inspection du 20 mai 2015

### SUITE

- Déterminer la **cinétique de fonctionnement** de la barrière de sécurité complètes **de la détection d'ammoniac NH<sub>3</sub>** asservissant la fermeture de vanne

23

## Yara Inspection du 13 octobre 2015

### Sûreté

Rapport en cours de validation

24



**Réunion de la Commission de  
Suivi de Site (CSS)**

05/11/2015

Christophe ROUGER - Directeur  
Frédéric NERET - Resp. QHSE & Exploitation



## Les thématiques présentées :

1. **L'activité du dépôt et les chiffres clés 2014**
2. **Les mesures de réduction des risques en 2014/2015 :**
  - a) **Les aspects organisationnels**
  - b) **Les aspects humains : formations, exercices**
  - c) **Les aspects techniques : travaux et modifications de nos installations**
3. **Le bilan 2014 et le programme de réduction des risques 2015/2016**



## 1 ) L'activité d'EPG et les chiffres clés de 2014



➤ Réception des navires  
129 navires déchargés en 2014 (même nombre qu'en 2013)

➤ Stockage & Additivations - Gestion de stock  
Un peu plus de 1.95 million de mètres cubes ont transité sur le site de 135000 m<sup>3</sup> repartis dans 10 bacs



➤ Mise en trans  
Une moyenne constante de 210 camions par jour

## 2 ) Les mesures de réduction des risques en 2014-2015 :

### □ Les aspects organisationnels

#### Gestion des modifications

→ Construction et mise en service d'un nouveau bac de 27 600 m<sup>2</sup>



#### Gestion du retour d'expérience

→ Retour d'expérience avec les dépôts pétroliers (base de données ARIA, USI)  
→ Suivi des événements en interne

#### Audits

→ Deux visites d'inspection DREAL en 2014 : avril (SGS), octobre (incendie)  
→ Une visite d'inspection DREAL en 2015 : octobre (sûreté & appointement 511)  
→ Un audit de notre assureur et des audits internes



#### Système de management intégré

→ Certifié ISO 9001 / ISO 14001  
→ Adhésion à la démarche MASE en 2014 pour renforcer notre démarche de prévention des risques



#### Evolution réglementaire/ Etudes

→ Révision de l'étude incendie pour répondre à l'arrêté du 03 octobre 2010  
→ En 2015, mise à jour de l'Etude de Dangers du dépôt, du Plan d'Opération Interne et de la cartographie des zones ATEX  
→ Suivi et mise en œuvre du plan de maintenance des installations industrielles (bacs, cuvettes, canalisations...)

## □ Les aspects humains

### Formation

→ Plus de 20 stages en 2014 dans le domaine de la santé, la sécurité, la sûreté et l'environnement

*Electrique,  
Sauveteur Secouriste au Travail,  
Météorologie,  
Lutte antipollution,*



*Foudre,  
Travaux en hauteur,  
Perfectionnement en lutte incendie  
...*

### Exercices et tests

→ 10 exercices sécurité / sûreté / environnement réalisés en 2014, dont un avec le SDIS

*Montée en température de l'unité de  
récupération de vapeurs,*

*Fuite au poste de chargement camion avec  
propagation dans le réseau d'eau huileuse*



*Feu sur le parking poids lourds,*

*Fuite à l'appointement*  
.....

→ Le test de l'ensemble de nos mesures de maîtrise des risques : efficacité, temps de réponse, asservissements

## □ Les aspects techniques : travaux et modifications de nos installations

### Réhausse des merlons de sous-cuvette :

> Coût des travaux : 100 k€

> Intérêt des travaux :

- Permettre le débordement préférentiel dans une des cuvettes voisines en cas de fuite.



### Maintenance décennale d'un bac :

> Coût des travaux : 230 k€

> Intérêt des travaux :

- Contrôler en détail l'état du bac (mesures de l'épaisseur des tôles de fond de bac, de robe et de toit, vérification des soudures du fond et liaison robe/fond)
- Relevage du bac et réfection de son assise
- Révision des équipements (vannes, clapets,...)
- Pose d'une membrane d'étanchéité





### Installation d'un 4<sup>e</sup> groupe motopompe incendie :

- Coût des travaux : 100 k€
- Intérêt des travaux :
  - Disposer d'un groupe de secours en cas de défaillance d'un des trois premiers .



### Autres modifications notables

- Inspection quinquennale de 3 bacs (12 k€): contrôles non destructifs
- Changement de tous les transmetteurs de niveaux de nos bacs (35 k€)
- Installation d'un nouveau local de surveillance à l'apportement 501 (50 k€) : avoir une bonne visibilité des opérations tout en étant à l'extérieur de la zone ATEX
- Mise en place d'une cuve double enveloppe pour le stockage de l'émulseur à l'apportement 501 (10 k€) : suppression des risques de fuite

## 3 / Le bilan 2014 et le programme de réduction des risques 2015/2016

**Aucun incident ou accident majeur**

**Pas d'accident du travail**

**Aucune mise en demeure de la DREAL**

**Pas de plainte de riverains**

### ❑ Programme 2015 / 2016:

- Coupée de terre à l'apportement 501 : 320 k€
- Revamping automatisme dépôt : 600 k€
- Détection feu de bac : 60 k€
- Nouveau bâtiment administratif : 1 500 k€







*Merci de votre attention*

*A votre disposition pour répondre aux  
éventuelles questions*

VERMILION  
ENERGY



Commission de Suivi de Site

**VERMILION REP**



5 Novembre 2015 - Ambès

Un monde d'énergie

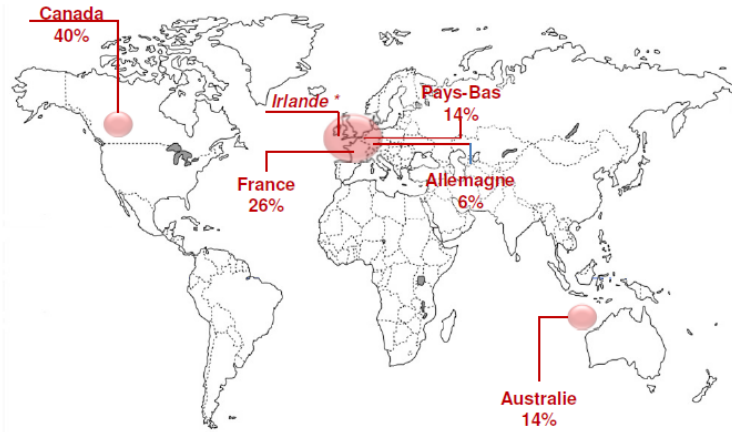


## Nos activités dans le Monde

Plus de 50 000 barils de pétrole et gaz par jour

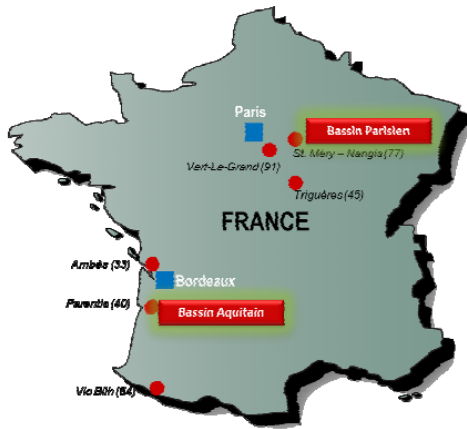
### 3 REGIONS PRINCIPALES

Canada - Europe - Australie

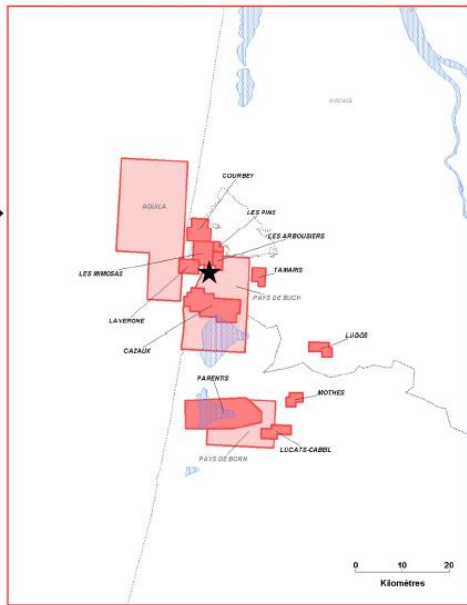
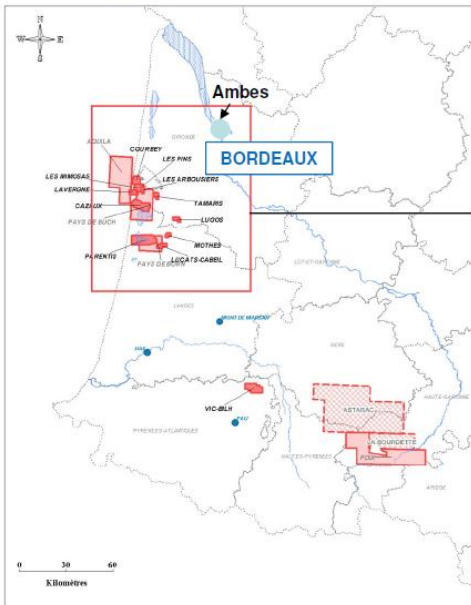


• Irlande : champ en cours de développement

- ♦ Société Canadienne basée à Calgary, créée en 1994
- ♦ Recherche/exploitation pétrolières
- ♦ 1 500 emplois directs et indirects
- ♦ 590 M\$CAD d'investissements en 2014
- ♦ Bourse : Toronto et New-York



- ◆ Créée en 1997
- ◆ 1<sup>er</sup> producteur de pétrole :
  - 12 000 barils/jour
  - 65% de la production nationale
- ◆ 400 puits (54 forés par Vermilion) ;  
26 concessions ; 5 permis d'exploration
- ◆ 700 emplois directs et indirects  
+ 2 000 emplois induits
- ◆ Investissements croissants
  - Plus d'1 milliard d'€ depuis 1997
  - 35M€ en 2012, 80 M€ en 2013, 103 M€ en 2014
- ◆ Soutien de projets à forte valeur ajoutée  
pour les territoires d'accueil  
(Aides sociales et sponsoring : 180 000 € / an,  
Environnement, jeunesse, sécurité, culture)



**2013**  
1 campagne de  
mesures  
géophysiques  
dans les Pyrénées-  
Atlantiques

**2014**  
4 forages en  
Aquitaine

**2015**  
2 forages en  
Aquitaine

★ Emplacements  
des forages 2014

Titres Miniers Vermilion  
 ■ Concession  
 ■ Permis de recherches  
 ■ Demande de permis de recherches

## Landes, Gironde, Pyrénées-Atlantiques



## Partenariat durable, économique et



- Fourniture énergie calorifique
- Partenariat : 25 ans (2008)
- **Phase 1**
  - 10 ha de serres
  - 150 emplois
  - 3 000 T de tomates/an
  - Investissements : 12 M€
- **Phase 2 (2014 – en cours)**
  - + 5 ha de serres
  - + 50 emplois
  - + 2 000 T de tomates/an
- **D'autres projets en cours** : chauffage de 450 logements d'un éco-quartier (La Teste), chauffage de serres (Seine-et-Marne)





Installations profondément modernisées  
6 M€ d'investissement pour la séparation et la fiabilité du site  
Exploitant ICPE depuis le 30 janvier 2012  
Equipes dédiées et formées



CSS du 5/11/15





## Le principe de fonctionnement du site

- ♦ Réception du Produit (pétrole brut):
  - Par pipeline exclusivement, en provenance des champs pétrolifères du bassin aquitain nord
- ♦ Stockage:
  - 4 bacs de capacité unitaire de 13 500 m3
- ♦ Expédition:
  - Via une canalisation de transport, chargement de navires à l'appontement 512
- ♦ Rythme d'activité:
  - Le site est ouvert en continu toute l'année pendant les heures ouvrables. Présence en permanence sur le site (site gardienné 24h24, 7j/7). Tonnage annuel 250 000 tonnes





## **Un investissement soutenu et une amélioration continue de la sécurité et de la fiabilité**

**2013 : 955 000 €**

**2014 : 780 000€**

**2015 : 530 000 €**



## Les principales réalisations concernant la sécurité

- ♦ **Bac 1502 et Bac 1504 → 400 k€ chacun (2013 & 2014)**
  - Remplacement des joints de toit flottant
  - Maintenance et entretien général des équipements
  - Remise en peinture complète des robes
  - Ajout d'une détection de feu de joint
  
- ♦ **Local DCI et Sous Station électrique → 50 k€ (2014 & 2015)**
  - Protection anti-inondation de ces 2 bâtiments
  
- ♦ **Video-surveillance → 80 k€ (2014)**
  - Installation de caméras haute résolution pilotables à distance
  - Installation de caméras infra-rouge

## Les principales réalisations concernant la sécurité

- ♦ **Détection gaz → 10 k€ (2014)**
  - Mise en place de détecteurs gaz dans chacune des sous-cuvettes
  
- ♦ **Regards coupe-feu → 50 k€ (2015)**
  - Sectorisation de l'ensemble des tranchées pétrolières
  
- ♦ **Travaux sur tuyauteries → 150 k€ (2013 – 2015)**
  - Inspection de l'intégrité (mesures d'épaisseur) des canalisations du dépôt
  - Aménagement d'un caniveau technique sur nappes de tuyauteries
  - Peinture de l'ensemble des canalisations du dépôt

**Améliorations et investissements réalisés en 2014 au titre de la sécurité et de la fiabilité des installations :**

- mise en place d'un système de vidéo-surveillance et de caméras thermiques,
- étude d'une protection périphérique anti-inondation à la Sous Station électrique,
- installation d'un système de détection de feu sur le bac TK1504,
- modernisation des équipements électriques (inverseur, contrôleur HT) du dépôt,
- inspection d'intégrité des canalisations,
- étude d'intégrité des merlons des bacs de stockage,
- mesure des gaz aux événements des navires,

**Améliorations et investissements en cours de réalisation en 2015 au titre de la sécurité et de la fiabilité des installations :**

- **Réalisation d'une protection périphérique anti-inondation au local SSC (réalisé),**
- **Inspection d'intégrité des canalisations (réalisé),**
- **Campagne de peinture des canalisations HC et incendie du dépôt**
- **Modernisation automatisme et instrumentation à l'appontement**
- **Pose d'un système de détection fixe H2S à l'appontement (réalisé),**
- **Sectorisation de l'ensemble des tranchées pétrolières (réalisé),**
- **Réfection des routes (réalisé),**
- **Inspection quinquennale du bac d'eaux huileuses (réalisé),**
- **Cocooning pipeline vers l'appontement 511**
- **Etude Maitrise du vieillissement des MMRI (réalisé),**

**INCIDENTS / ACCIDENTS**

Pas d'accident / incident sur la période, à noter toutefois une nuisance olfactive lors d'un chargement navire observée par un riverain sur le commune de Macau en mars 2014

**EXERCICES POI**

Exercice inopiné du 06 aout 2014,

Exercice du 23 septembre 2014 (participation à l'exercice du SDIS),

Exercice antipol du 20 novembre 2014 (leader SPBA),

Exercices POI Yara des 10 décembre 2014 et 5 février 2015 (test de notre procédure incident tiers)

Exercice inopiné du 11 mai 2015,

Exercice inopiné du 8 octobre 2015,



## SURVEILLANCE DE LA PERFORMANCE

- **Audit INERIS novembre 2014**
- **Revue de direction du SGS (mars 2015)**
- **Inspections DREAL**
  - 11 avril 2014 relatif notamment au récolement à l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 et la mise en place du SGS
  - 18 novembre 2014 relatif notamment à la mise en place du SGS
  - 12 octobre 2015 relatif aux actions de sûreté et au SGS



**Aucune non-conformité**



**Merci de votre écoute  
A votre disposition**